



# REVISION

## du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles

### de la commune de VEUREY-VOROIZE

Révision approuvée par arrêté préfectoral du

**Règlement**

pour être annexé à mon  
arrêté en date du 7 SEP. 2007  
Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

JUIN 2007

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE L'ISERE  
SERVICE DE LA PREVENTION DES RISQUES

## PREAMBULE

Ce préambule a pour objectif de présenter un certain nombre de **considérations générales** nécessaires à une bonne compréhension et à une bonne utilisation du règlement du PPR, document établi par l'Etat et opposable aux tiers une fois toutes les mesures de publicité réalisées (publication de l'arrêté d'approbation au recueil des actes administratifs, affichage en mairie, publicité dans la presse).

Il existe un guide général ainsi que des guides spécialisés sur les PPR, élaborés conjointement par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement d'une part, et par le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement d'autre part, et publiés à la Documentation Française. Leur lecture est à même de répondre aux nombreuses autres questions susceptibles de se poser sur cet outil qui vise à limiter, dans une perspective de développement durable, les conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles.

### CONSIDERATIONS SUR LE TITRE I - PORTEE DU PPR - DISPOSITIONS GENERALES

Sans préjudice des réglementations existantes, les dispositions réglementaires ont pour objectif, d'une part d'améliorer la sécurité des personnes, d'autre part d'arrêter la croissance de la vulnérabilité des biens et des activités dans les zones exposées, et si possible, de la réduire.

Le présent PPR ne prend en compte que les risques naturels prévisibles définis à l'article 2 du Titre I du présent règlement et tels que connus à la date d'établissement du document. Il a été fait application du "**principe de précaution**" (défini à l'article L 200-1 du Livre II du Code Rural) en ce qui concerne un certain nombre de délimitations, notamment lorsque seuls des moyens d'investigations lourds auraient pu apporter des compléments pour lever certaines incertitudes apparues lors de l'expertise de terrain.

L'attention est attirée en outre sur le fait que :

- les risques pris en compte ne le sont que jusqu'à un certain **niveau de référence** spécifique, souvent fonction :
  - soit de l'analyse de phénomènes historiques répertoriés et pouvant de nouveau survenir (c'est souvent le cas pour les avalanches ou les débordements torrentiels avec forts transports solides)
  - soit de l'étude d'événements-types ou de scénarios susceptibles de se produire dans un intervalle de temps déterminé et donc avec une probabilité d'occurrence donnée (par exemple, crues avec un temps de retour au moins centennal pour les inondations)
  - soit de l'évolution prévisible d'un phénomène irréversible (c'est souvent le cas pour les mouvements de terrain) ;
- au-delà ou/et en complément, des moyens spécifiques doivent être prévus notamment pour assurer la sécurité des personnes (plans communaux de prévention et de secours ; plans départementaux spécialisés ; etc.).
- en cas de modifications, dégradations ou disparitions d'éléments protecteurs (notamment en cas de disparition de la forêt là où elle joue un rôle de protection) ou de défaut de maintenance d'ouvrages de protection, les risques pourraient être aggravés et justifier des précautions supplémentaires ou une révision du zonage.

**Sont pris en compte** dans le présent PPR les aléas suivants : les inondations (fossés, canaux, chantournes dans la plaine, zones marécageuses et inondations de plaine en pied de versant), les crues des torrents et des rivières torrentielles, le ruissellement sur versant, les mouvements de terrain (glissements de terrain, solifluxion et coulées boueuses, chutes de pierres et de blocs, suffosion), les séismes.

**Font l'objet d'un PPRI** (PPRI Isère aval), les inondations de plaine liées à l'Isère.

**Ne sont pas pris en compte** dans le présent PPR d'autres risques naturels susceptibles de se produire sur le territoire communal, tels que débordement de l'Isère, incendies de forêts, vent et chutes de neige lourde, éboulements en masse, ainsi que les phénomènes liés à des activités humaines mal maîtrisées (exemple : glissement de terrain dû à des terrassements sur fortes pentes)

**N'ont pas été identifiés** sur la commune les risques naturels suivants: effondrement de cavités souterraines et avalanches.

**Ne relèvent pas du PPR** les effets qui pourraient être induits par une maîtrise insuffisante des eaux pluviales, notamment en zone urbaine du fait de la densification de l'habitat (modification des circulations naturelles, augmentation des coefficients de ruissellement, etc) mais relèvent plutôt de programmes d'assainissement pluvial dont l'élaboration et la mise en oeuvre sont du ressort des collectivités locales.

#### **Remarques sur les implications du PPR :**

1) Le PPR approuvé vaut **servitude d'utilité publique** au titre de l'article 40 - 4 de la loi du 22 juillet 1987 modifiée. Il doit donc être annexé au POS, en application des articles L 126-1 et R 123-24 4° du Code de l'Urbanisme, par l'autorité responsable de la réalisation de celui-ci.

2) Les services chargés de l'urbanisme et de l'application du droit des sols gèrent les mesures qui entrent dans le champ du Code de l'Urbanisme. En revanche, les **maîtres d'ouvrage**, en s'engageant à respecter les **règles de construction**, lors du dépôt d'un permis de construire, et les professionnels chargés de réaliser les projets, sont **responsables** des études ou dispositions qui relèvent du Code de la Construction en application de son article R 126-1. Le PPR approuvé définit donc des règles particulières de construction ; ces règles ne peuvent être précisées à l'excès car elles dépendent non seulement de l'aléa mais aussi du type de construction et enfin parce que la responsabilité de leur application revient aux constructeurs. Aussi, à l'appui de certaines préoccupations de portée générale, sont émises des recommandations (ne prétendant pas toutefois à l'exhaustivité) mais adaptées à la nature de l'aléa et permettant d'atteindre les objectifs fixés ; celles-ci figurent généralement sous forme de fiches-conseils jointes en annexe au présent règlement.

#### **Cohérence avec les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse :**

Le cadre des actions relatives à la maîtrise des ruissellements et de l'érosion fait l'objet d'un volet spécial du SDAGE adopté par le Comité de Bassin Rhône-Méditerranée-Corse et approuvé par le Préfet, coordonnateur de Bassin, le 26 décembre 1996. Ce document opposable à l'Administration pour les décisions relatives au domaine de l'eau (c'est-à-dire à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements Publics) fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans le bassin et définit les objectifs de quantité et de qualité des eaux ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre :

*"La maîtrise des aléas naturels passe en premier lieu par la gestion des phénomènes d'érosion ou de ruissellement concernant soit les terrains en tête de bassin versant, soit les zones urbanisées.*

*Dans les têtes de bassin, les actions d'aménagement, de restauration, de reboisement devront s'inscrire dans le cadre d'une démarche globale et dans une perspective à long terme de réduction des crues et de l'érosion. Cette recherche sera systématique dans les documents d'impact ou d'incidence préalables aux aménagements susceptibles de modifier notablement le mode d'écoulement des eaux, de l'amont jusqu'à l'aval du bassin.*

*Hors des zones montagneuses, les documents d'incidence préalables à la réalisation d'aménagements tels que remembrement, drainage, imperméabilisation du sol, susceptibles d'avoir une influence significative sur les vitesses de ruissellement et les volumes transférés conduisant à l'accélération des flux de crues, doivent systématiquement évaluer cet effet, rechercher des alternatives moins pénalisantes et proposer des mesures compensatoires.*

*De même dans les secteurs urbains où les émissaires naturels sont à capacité limitée, les travaux ou aménagements ayant pour conséquence de surcharger le cours d'eau par de brèves et violentes*

pointes de crues devront être accompagnés de dispositifs régulateurs conçus en référence à la pluie décennale...

Le SDAGE encourage les pratiques agricoles permettant de diminuer le ruissellement ainsi que les techniques alternatives de traitement du ruissellement urbain (bassins tampons, chaussées poreuses...), sans oublier de tenir compte aussi des pollutions accompagnant ce phénomène. Ces dispositions s'appliqueront en priorité aux secteurs mis en évidence par les bassins prioritaires de risques".

### **Dispositions relatives au libre écoulement des eaux et à la conservation du champ des inondations**

Le présent règlement définit en tant que de besoin les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation.

### **Modalités d'utilisation des documents cartographiques et réglementaires :**

1) Les prescriptions et réglementations sont définies par ensembles homogènes, tels que représentés sur les cartes de zonage réglementaire du risque (établies généralement sur fond topographique au 1/10 000 ou/et sur fond cadastral au 1/5000).

2) Sont ainsi définies :

- une zone inconstructible\*, appelée zone rouge (R). Certains aménagements tels que les ouvrages de protection ou les infrastructures publiques qui n'aggravent pas l'aléa peuvent cependant être autorisés (voir règlement, Titre I, art 3). Par ailleurs, un aménagement existant peut se voir refuser une autorisation d'extension mais peut continuer à fonctionner sous certaines réserves.

- une zone de projet possible sous maîtrise collective (publique ou privée), appelée zone violette (B) .

Elle est susceptible de se diviser en deux sous-zones :

- une première sous-zone violette (secteur admissible) indiquée "inconstructible en l'état" (= zone rouge). Celle-ci est destinée :

⇒ soit à rester inconstructible après que des études aient révélé un risque réel plus important ou afin d'éviter d'aménager des secteurs très sensibles, ou de préserver des orientations futures d'intérêt général,

⇒ soit à devenir constructible après réalisation d'études complémentaires par un maître d'ouvrage collectif (privé ou public) et/ou de travaux de protection. Dans un tel cas, une procédure complète de révision du PPR est nécessaire,

- une deuxième sous-zone violette (secteur admis) indiquée "constructible avec prescriptions détaillées des travaux à réaliser sous maîtrise d'ouvrage collective" L'ouverture à l'urbanisation y sera autorisée après la réalisation des travaux prescrits.

- une zone constructible sous conditions de conception, de réalisation, d'utilisation et d'entretien de façon à ne pas aggraver l'aléa et de ne pas accroître la vulnérabilité des biens et des personnes, appelée zone bleue (B).

---

\* Les termes inconstructible et constructible sont largement réducteurs par rapport au contenu de l'article 40-1 de la loi du 22 juillet 1987 présenté au § 1 du présent rapport. Toutefois il a paru judicieux de porter l'accent sur ce qui est essentiel pour l'urbanisation : la construction.

- une zone constructible sans conditions particulières au titre des risques pris en compte dans le présent PPR, appelée zone blanche, mais où toutes les autres règles (d'urbanisme, de construction, de sécurité...) demeurent applicables.

Même si aucune règle particulière n'est imposée en zone blanche par le présent PPR, le respect des règles usuelles de construction (règle « neige et vent » ou règles parasismiques par exemple) doit, de toutes façons, se traduire par des constructions « solides » (toitures capables de supporter le poids de la neige, façades et toitures résistant aux vents, fondations et chaînages de la structure adaptés...).

### **Avertissement concernant la zone blanche proche des zones inondables**

En dehors des zones rouges et bleues définies dans le zonage réglementaire du présent PPR, le risque d'inondation normalement prévisible est très faible jusqu'à l'aléa de référence retenu. La zone blanche ainsi définie n'est pas sujette à des prescriptions particulières.

Cependant, pour l'établissement et l'utilisation de sous-sols et dispositifs enterrés, il appartient au maître d'ouvrage de prendre en compte la présence possible d'une nappe souterraine et l'éventualité, à proximité des zones rouges et bleues, d'une crue supérieure à la crue de référence.

3) Dans les zones référencées Bx,y sur les cartes de zonage, les prescriptions et recommandations propres à chaque zone Bx, By se complètent.

## **CONSIDÉRATIONS SUR LE TITRE II - RÉGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX**

**Ces règles sont définies en application de l'article 40-1, 1° et 2°, de la loi du 22 juillet 1987 modifiée.**

Le respect des dispositions du PPR conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

### **Remarque :**

Il est rappelé qu'en application de l'article 40.5 de la loi du 22 juillet 1987, les infractions aux dispositions du PPR sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'Etat ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article 480.4 du Code de l'Urbanisme.

## **CONSIDÉRATIONS SUR LE TITRE III - MESURES SUR LES BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS**

**Ces mesures sont définies en application de l'article 40-1, 4°, de la loi du 22 juillet 1987 modifiée.**

Les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la publication du présent PPR continuent à bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n°82-600 du 13 juillet 1982.

Le respect des dispositions du PPR conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

### **Remarques :**

1) Ce titre ne concerne que des mesures portant sur des dispositions d'aménagement, d'utilisation ou d'exploitation de bâtiments et aménagements existants : ces travaux de prévention, mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs, ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale du bien (article 5 du décret n° 95-1089 du 5

octobre 1995). Les travaux d'extension ou de transformation de bâtiments existants sont traités dans le titre II.

2) Sont distinguées les mesures recommandées et les mesures obligatoires ; le délai fixé pour la réalisation de ces dernières (qui ne peut être supérieur à 5 ans) est également précisé (article 40-1 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée).

3) Il est rappelé qu'en application de l'article 40.5 de la loi du 22 juillet 1987, les infractions aux dispositions du PPR sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'Etat ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article 480.4 du Code de l'Urbanisme.

#### **CONSIDERATIONS SUR LE TITRE IV - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE**

**Ces mesures sont définies en application de l'article 40-1, 3°, de la loi du 22 juillet 1987 modifiée.**

#### **Remarque :**

Sont distinguées les mesures recommandées et les mesures obligatoires ; le délai fixé pour la réalisation de ces dernières (qui ne peut être supérieur à 5 ans) est également précisé (article 40-1 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée).

# DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

## SOMMAIRE

<b><u>TITRE I - PORTEE DU PPR - DISPOSITIONS GENERALES</u></b>	<b>9</b>
<b><u>TITRE II - REGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX</u></b>	
<u>Chapitre I</u> – Inondations	14
- inondations en pied de versant et par petits cours d'eau de plaine	
- zones marécageuses	
<u>Chapitre II</u> - Crues des torrents et des rivières torrentielles	21
<u>Chapitre III</u> - Ruissellement sur versant	23
<u>Chapitre IV</u> - Mouvements de terrain	24
- glissements de terrain, solifluxion et coulées boueuses	
- chutes de pierres et de blocs	
- suffosion	
<u>Chapitre V</u> – Séismes	28
<b><u>TITRE III - MESURES SUR LES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS</u></b>	
<u>Chapitre I</u> – Inondations	30
- inondations en pied de versant et par petits cours d'eau de plaine	
<u>Chapitre II</u> – Séismes	31
<b><u>TITRE IV - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE</u></b>	
<u>Chapitre I</u> - Mesures de prévention	32
Information des citoyens	
Information des acquéreurs et locataires	
Actions visant à améliorer la connaissance du risque et en conserver la mémoire	
Etudes	
Gestion des eaux	
Mesures particulières	
<u>Chapitre II</u> – Mesures de protection	34
Mesures obligatoires de protection	
Mesures recommandées de protection	
Mesures relatives aux zones violettes	

L'affichage des consignes de sécurité  
Le Plan communal de sauvegarde  
Code d'alerte national et obligations d'information  
Autres prescriptions  
Communes concernées par le Service de Prévision des Crues

**ANNEXES JOINTES - FICHES-CONSEILS A L'ATTENTION DES CONSTRUCTEURS**

Recommandations relatives à la prise en compte du risque :

- Fiche 0 - Prévention des dommages contre l'action des eaux
- Fiche 1 - Ruissellement de versant
- Fiche 3 bis - Crue exceptionnelle de torrents
- Fiche 4 - Glissement de terrain (recommandations)
- Fiche 6 - Chute de pierres
- Fiche 7 - Affaissement ou tassement
- Fiche 8 - Etude de danger (sauvegarde des personnes)
- Fiche 10 - Etude d'incidence (hors procédure loi sur l'eau)
- Fiche 12 - Rédaction des études de danger
- Fiche 13 - Classification des ERP
- Fiche 14 - Plan communal de sauvegarde



## TITRE I - PORTÉE DU PPR - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### **Article 1 - Territoire concerné :**

Le périmètre du présent Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPR) correspond à la limite du territoire de la commune.

### **Article 2 - Risques naturels prévisibles pris en compte :**

Sont pris en compte dans le présent PPR uniquement les risques naturels suivants :

- inondations
  - . zones marécageuses
  - . inondations de plaine en pied de versant et petits cours d'eau de plaine
- crues des torrents et des rivières torrentielles
- ruissellement sur versant
- mouvements de terrain
  - . glissements de terrain, solifluxion et coulées boueuses
  - . chutes de pierres et de blocs
  - . suffosion
- séismes

### **Article 3 - Définitions**

#### **Définition des projets nouveaux**

Est considéré comme projet nouveau :

- tout ouvrage neuf (construction, aménagement, camping, installation, clôture....)
- toute extension de bâtiment existant,
- tous travaux, toute installation, toute transformation ou changement de destination d'un bâtiment existant, conduisant à augmenter l'exposition des personnes et/ou la vulnérabilité des biens.

#### **Définition des façades exposées**

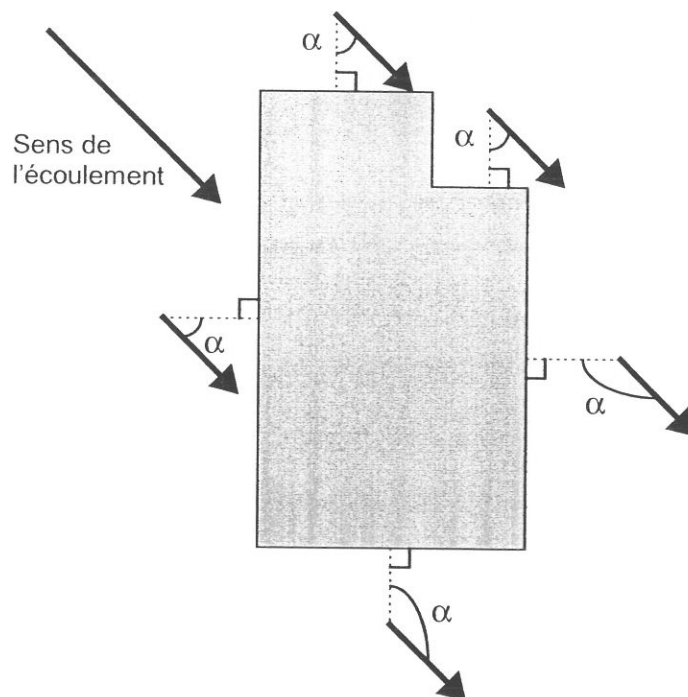
Le règlement utilise la notion de « façade exposée » notamment dans le cas de chutes de blocs ou d'écoulements avec charges solides (avalanches, crues torrentielles). Cette notion, simple dans beaucoup de cas, mérite d'être explicitée pour les cas complexes :

- la direction de propagation du phénomène est généralement celle de la ligne de plus grande pente (en cas de doute, la carte des phénomènes et la carte des aléas permettront souvent de définir sans ambiguïté le point de départ ainsi que la nature et la direction des écoulements prévisibles) ;
- elle peut s'en écarter significativement, du fait de la dynamique propre au phénomène (rebonds irréguliers pendant les chutes de blocs, élargissement des trajectoires d'avalanches à la sortie des couloirs, ...), d'irrégularités de la surface topographique, de l'accumulation locale d'éléments transportés (culots d'avalanches, blocs, bois, ...) constituant autant d'obstacles défecteurs ou même de la présence de constructions à proximité pouvant aussi constituer des obstacles défecteurs.

C'est pourquoi, sont considérés comme :

- directement exposées, les façades pour lesquelles  $0^\circ \leq \alpha < 90^\circ$
- indirectement ou non exposées, les façades pour lesquelles  $90^\circ \leq \alpha \leq 180^\circ$

Le mode de mesure de l'angle  $\alpha$  est schématisé ci après.



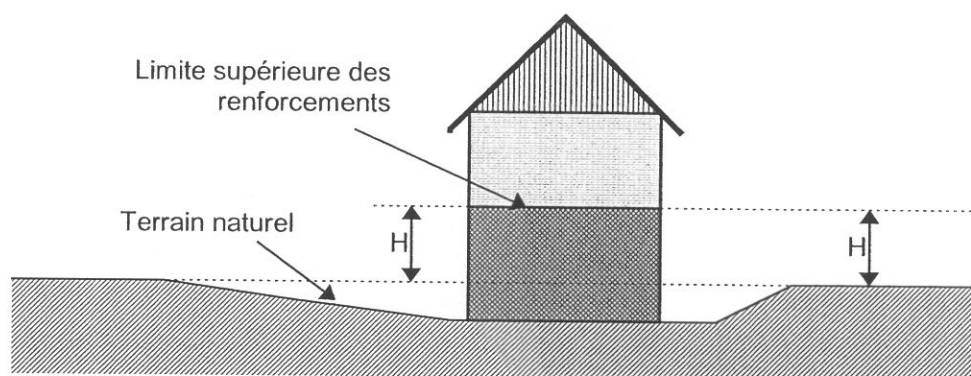
Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ce schéma de principe devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

Il peut arriver qu'un site soit concerné par plusieurs direction de propagation ; toutes sont à prendre en compte.

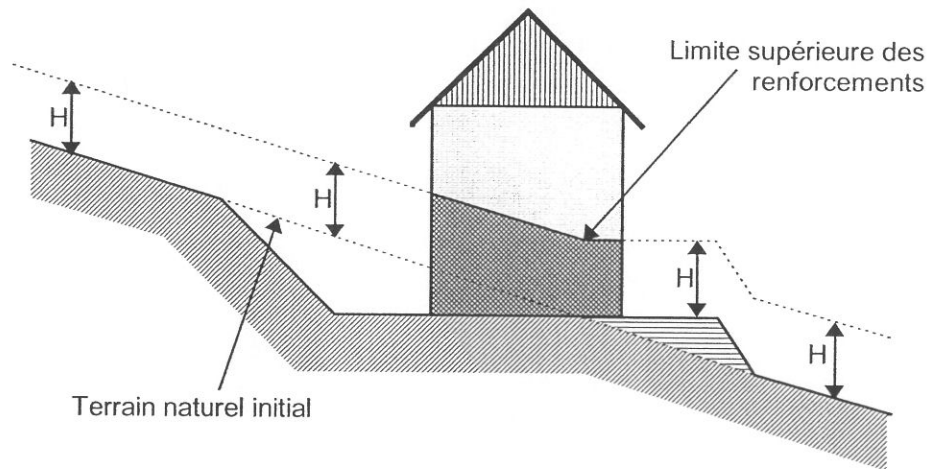
#### Définition de la hauteur par rapport au terrain naturel

Le règlement utilise aussi la notion de « hauteur par rapport au terrain naturel » et cette notion mérite d'être explicitée pour les cas complexes. Elle est utilisée pour les écoulements des fluides (avalanches, débordements torrentiels, inondations, coulées de boue) ou pour les chutes de blocs.

- Les irrégularités locales de la topographie ne sont pas forcément prises en compte si elles sont de surface faible par rapport à la surface totale de la zone considérée (bleue ou rouge). Aussi, dans le cas de petits thalwegs ou de petites cuvettes, il faut considérer que la cote du terrain naturel est la cote des terrains environnants (les creux étant vite remplis par les écoulements), conformément au schéma suivant :



- En cas de **terrassements en déblais**, la hauteur doit être mesurée par rapport au terrain naturel initial.
- En cas de **terrassements en remblais**, ceux-ci ne peuvent remplacer le renforcement des façades exposées que s'ils sont attenants à la construction et s'ils ont été spécifiquement conçus pour cela (parement exposé aux écoulements subverticaux sauf pour les inondations de plaine, dimensionnement pour résister aux efforts prévisibles, ...). Dans le cas général, la hauteur à renforcer sera mesurée **depuis le sommet des remblais**.

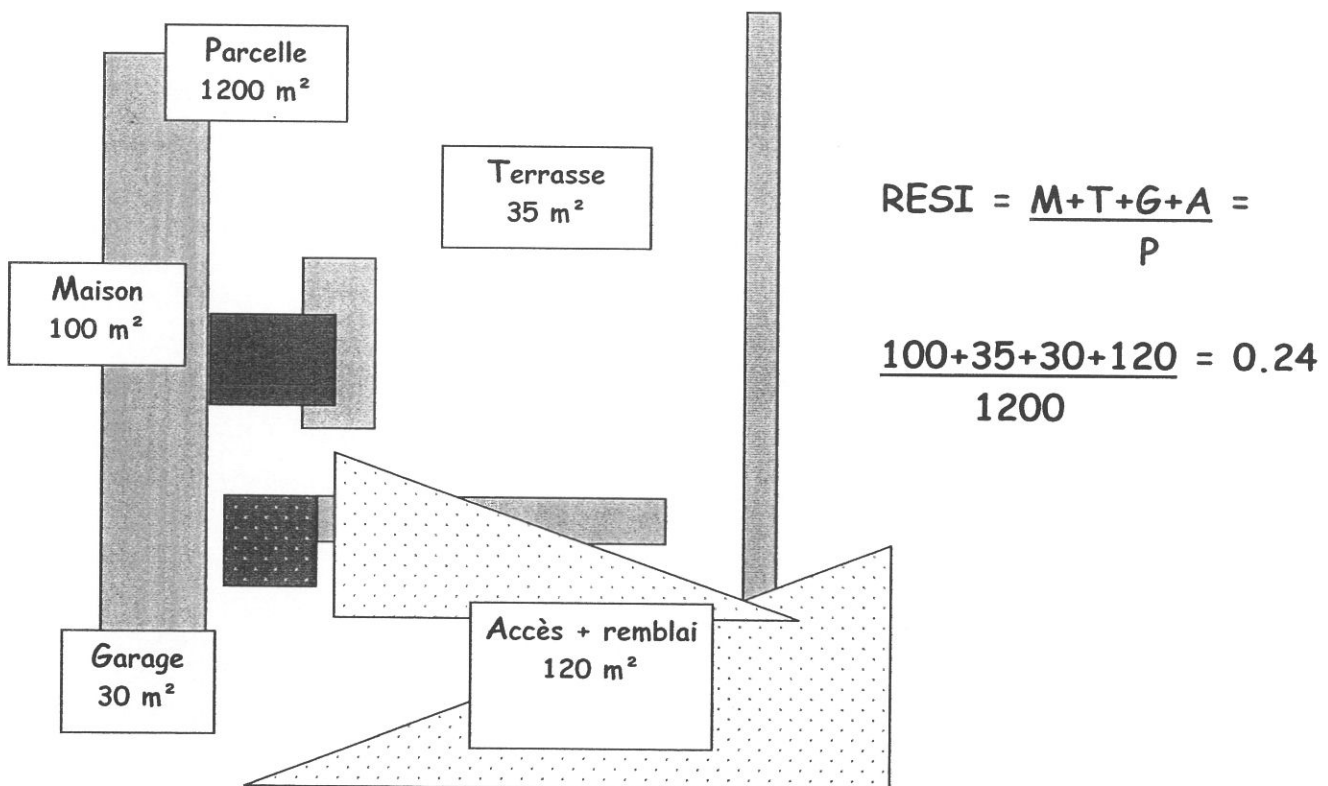


Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ce schéma de principe devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

### Définition du RESI et du tènement

Le Rapport d'Emprise au Sol en zone Inondable (RESI) est défini par le rapport de l'emprise au sol des bâtiments, des remblais, des accès à ces derniers et des talus nécessaires à la stabilité des remblais, sur la surface de la partie inondable de la parcelle ou du tènement.

$$\text{RESI} = \frac{\text{partie inondable de l'exhaussement (construction et remblai)}}{\text{partie inondable de la parcelle}}$$



Un tènement est défini comme un ensemble de parcelles contiguës appartenant au même propriétaire ou à une même copropriété.

La présente définition porte sur les parcelles et tènements tels qu'ils existent à la date d'approbation du présent Plan de Prévention des Risques.

Le RESI ne s'applique pas aux équipements d'intérêt collectif ou d'intérêt général dans la mesure où leur implantation est liée à leur fonctionnalité.

Les surfaces nécessaires à la réalisation des rampes pour personnes handicapées ne sont pas comptabilisées dans le calcul du RESI.

#### **Article 4 - Dispositions spécifiques dans les zones interdites à la construction**

Dans les zones interdites à la construction - zones rouges et zones violettes jusqu'à leur ouverture à l'urbanisation - peuvent toutefois être autorisés sous réserve de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux :

a) sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation de la population exposée : les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures,

b) sous réserve d'un renforcement de la sécurité des personnes et de réduction de la vulnérabilité des biens :

. les extensions limitées qui seraient nécessaires à des mises aux normes d'habitabilité ou de sécurité,

. la reconstruction ou la réparation de bâtiments sinistrés dans le cas où les dommages n'ont pas de lien avec le risque à l'origine du classement en zone interdite.

c) sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente et que la sécurité des personnes soit assurée :

. les abris légers, annexes des bâtiments d'habitation, d'une surface inférieure à 20 m<sup>2</sup>, ainsi que les bassins et les piscines non couvertes et liées à des habitations existantes. Les bassins et piscines ne sont pas autorisés en zone rouge de glissement de terrain.

. les constructions et installations nécessaires à l'exploitation des carrières, à l'exploitation agricole ou forestière et à l'activité touristique (refuges, aires de bivouac, aires de stationnements, etc...), dans la mesure où leur fonctionnalité est liée à leur implantation.

d) les constructions, les installations et infrastructures (notamment les infrastructures de transports routiers, de fluides, les ouvrages de dépollution) nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général déjà implantés dans la zone, les équipements et ouvrages techniques qui s'y rattachent, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux ;

e) tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques et notamment ceux autorisés au titre de la Loi sur l'Eau.

#### **Article 5 - Disposition spécifiques relatives aux établissements recevant du public**

Lorsque le règlement de la zone le prévoit, certains ERP (établissement recevant du public) sont soumis à la réalisation préalable d'une étude de danger (voir fiches conseils n°8, 12 et 13) définissant les conditions de mise en sécurité des occupants et usagers tant dans les bâtiments qu'à leurs abords et annexes et, s'il s'agit d'un service public lié à la sécurité, les modalités de continuité de celui-ci.

Le responsable d'établissement doit mettre en œuvre les mesures de protection nécessaires (conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation de l'établissement) pour assurer la sécurité des personnes sur le site et/ou leur évacuation.

Ces dispositions s'ajoutent à celles s'appliquant déjà aux constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations situés dans la zone correspondante.

Il est rappelé que, s'agissant de règles de construction et d'autres règles, l'application de ces mesures est à la charge entière du maître d'ouvrage, le propriétaire et l'exploitant étant responsables vis-à-vis des occupants et des usagers.

## **Article 6 - Modalités d'ouverture à l'urbanisation des zones violettes, constructibles avec prescriptions détaillées des travaux à réaliser**

Lorsque les travaux définis en annexe du présent règlement ont été réalisés, que le maître d'ouvrage responsable en a avisé le Préfet, celui-ci s'assure de leur conformité avec le projet et avise le Maire du changement de qualification de la zone, tel que défini dans le présent règlement.

## **Article 7 - Documents opposables**

Les documents opposables aux tiers sont constitués par :

- le présent règlement,
- la carte de zonage réglementaire (plan au 1/10000 et plan au 1/25000 accompagnés d'extraits cadastraux au 1/5000 pour la plupart des secteurs urbanisés).

Le zonage figurant sur les encarts cadastraux prévaut réglementairement sur le zonage effectué au 1/10 000 sur fond topographique.

L'arrêté préfectoral d'approbation de la révision du PPR se substitue à l'arrêté préfectoral n° 2001-991 en date du 9 février 2001 approuvant le PPR multirisques communal initial de la commune de VEUREY-VOROIZE.

## **Article 8 – Dispositions concernant les fossés, canaux et chantournes en toutes zones**

D'une manière générale, les fossés existants doivent être maintenus ouverts et en état de fonctionnement afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.

Pour tout projet autorisé en bordure de fossé ou chantourne, et sauf dispositions contraires précisées dans le règlement des zones ou sur les documents graphiques, les marges de recul à respecter sont :

- Marge de recul des canaux et chantournes : **10 m** par rapport à l'axe du lit
  - . sans que, dans ce cas, la marge de recul comptée à partir du sommet des berges ne puisse descendre en dessous de 4m,
  - . et avec respect d'une bande de 4 m (comptée à partir du sommet des berges) sans clôture fixe pour permettre l'entretien.
- Marge de recul des fossés : **5 m** par rapport à l'axe du lit.
  - . sans que, dans ce cas, la marge de recul comptée à partir du sommet des berges ne puisse descendre en dessous de 4 m,
  - . et avec respect d'une bande de 4 m (comptée à partir du sommet des berges) sans clôture fixe pour permettre l'entretien

## TITRE II - REGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX

Les quatre premières colonnes des tableaux des pages suivantes indiquent si les règles édictées sont :

- des prescriptions d'urbanisme
- des prescriptions de construction
- des prescriptions de gestion de l'espace ou d'autres prescriptions
- des recommandations

Prescriptions			Recommandations	<p align="center"><b>PROJETS NOUVEAUX - Chapitre I</b></p> <p align="center"><b>Inondations</b></p> <p align="center">Inondations de pied de versant Inondations par petits cours d'eau de plaine</p>
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				Service spécialiste du risque : DDE - SEER
				<b>RI'</b> (zone rouge)
x				<p><b>Construction</b></p> <p>- <b>interdit</b> (exceptions : voir dispositions réglementaires - Titre I)</p>
x	x			<p><b>Affouillement et exhaussement</b></p> <p>- <b>Interdit</b> sauf dans le cadre de travaux et aménagement de nature à réduire les risques ou d'infrastructures de desserte</p> <p>- Etude d'incidence (cf. fiche-conseil n° 10)</p>
x				<p><b>Camping caravanage</b></p> <p>- <b>Interdit</b></p>
				<p><b>Aire de stationnement</b></p> <p>- <b>Interdit</b></p> <p>En fonction des caractéristiques du projet, une procédure Loi sur l'eau peut, par ailleurs, être nécessaire.</p>
				<b>BI'</b> (zone violette inconstructible en l'état)
x				<p><b>Construction</b></p> <p>- <b>Interdit en l'état</b> : nécessité d'une étude d'ensemble et/ou de travaux de protection dépassant le cadre de la parcelle, relevant d'une maîtrise d'ouvrage collective (publique ou privée) (exceptions : voir dispositions réglementaires – titre I)</p>
x				<p><b>Camping caravanage</b></p> <p>- <b>Interdit</b></p> <p>En fonction des caractéristiques du projet, une procédure Loi sur l'eau peut, par ailleurs, être nécessaire.</p>

Prescriptions			Recommandations	PROJETS NOUVEAUX - Chapitre I
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		Inondations Inondations de pied de versant Inondations par petits cours d'eau de plaine
				Service spécialiste du risque : DDE - SEER
				<b>Bi'1 et Bi'2 (zone bleue)</b>
				<p><b>Définition de la hauteur de référence par rapport au niveau du terrain naturel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Bi'1 et Bi'2a</b> : hauteur de surélévation du plancher habitable : + 0,60 m</li> <li>- <b>Bi'2</b> : hauteur de surélévation du plancher habitable : + 1 m</li> </ul> <p>En fonction des caractéristiques du projet, une procédure Loi sur l'eau peut par ailleurs être nécessaire.</p>
X				<p><b>1 sont interdits :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les remblais autres que ceux strictement nécessaires à la mise en oeuvre d'aménagements autorisés à l'article 2 ci-après,</li> <li>- tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,</li> <li>- la création de sous-sols.</li> <li>- les changements de destination des locaux existants situés sous la hauteur de référence conduisant à augmenter la vulnérabilité des biens et/ou des personnes.</li> <li>- le stationnement temporaire ou permanent des véhicules, engins, caravanes, ou mobil-homes, sur des terrains de camping existants, des parkings, dans des garages dès que les cours d'eau débordent.</li> </ul>
X				
X				
X		X		
X				<p><b>2 sont admis</b>, sous réserve de ne pas aggraver les risques ni en provoquer de nouveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les projets nouveaux, à l'exception des interdictions du § 1 ci-dessus et sous respect des dispositions du § 3 ci-après,</li> <li>- l'exercice des activités autorisées avant la date d'approbation du présent Plan de Prévention,</li> <li>- l'implantation de nouveaux ouvrages, constructions et activités (ainsi que l'aménagement des constructions et ouvrages existants avant la date d'approbation du PPR) respectant les dispositions particulières de l'article 3 ci-après.</li> <li>- le camping caravanage : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Autorisé si mise hors d'eau</li> <li>- Etude détaillée de faisabilité pour mise hors risque</li> <li>- Prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation</li> </ul> </li> </ul>
X		X		
X	X	X		



Prescriptions			Recommandations	<p align="center"><b>PROJETS NOUVEAUX - Chapitre I</b></p> <p align="center"><b>Inondations</b></p> <p align="center">Inondations de pied de versant</p> <p align="center">Inondations par petits cours d'eau de plaine</p>
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				<p>Service spécialiste du risque : DDE - SEER</p>
				<p><b>3 Dispositions particulières pour les biens et activités futurs permanents ou temporaires :</b></p> <p>- les clôtures, cultures, plantations, et espaces verts et de jeux s'effectueront sans remblaiement.</p> <p>- les hangars agricoles seront réalisés sans remblaiement.</p> <p>- le RESI, tel que défini à l'article 3 du Titre 1, applicable en zone bleue, devra être <b>inférieur ou égal à 0,30</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* pour les constructions individuelles et leurs annexes</li> <li>* les permis groupés R 421-7-1 ;</li> <li>* pour les lotissements (globalement pour infrastructures et bâtiments) ;</li> <li>* pour les opérations d'aménagement d'ensemble nouvelles (globalement pour infrastructures et bâtiments) ;</li> </ul> <p>et <b>inférieur ou égal à 0.50</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* pour les bâtiments d'activités agricoles, artisanales, industrielles ou commerciales ;</li> <li>* pour les zones d'activités ou d'aménagement existantes (globalement pour infrastructures et bâtiments) ;</li> </ul> <p>Toutefois, en cas de reconstruction totale d'un bâtiment, le RESI pourra être dépassé à concurrence du RESI de la construction existante à la date d'approbation du présent plan ; les autres prescriptions ci-dessous sont toutefois applicables.</p> <p>- pour les constructions nouvelles édifiées sur remblai, le calcul du RESI portera sur la totalité des bâtiments et remblais, et sera calculé tel que défini précédemment,</p> <p>- le premier plancher utilisable, édifié sur remblai, sur pilotis ou sur vide sanitaire ouvert, devra être situé à un niveau supérieur à la hauteur de référence (sauf aménagements de type hangar agricole ouvert),</p> <p>- toutes les ouvertures des bâtiments doivent être placées au-dessus de la hauteur de référence (sauf aménagements de type hangar agricole ouvert),</p> <p>- les constructions doivent être fondées dans le sol de manière à résister aux affouillements, tassements ou érosions localisées,</p> <p>- les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence et que tous les matériaux employés sous la hauteur de référence soient de nature à résister aux dégradations par immersion,</p> <p>- toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau ne remonte dans les murs des bâtiments par capillarité,</p> <p>- les réseaux et équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques et les installations de chauffage, à l'exception de ceux conçus pour être</p>
X				
X				
X				
X				
X				
X				
	X			
	X			
		X		
		X		

Prescriptions			Recommandations	<p align="center"><b>PROJETS NOUVEAUX - Chapitre I</b></p> <p align="center"><b>Inondations</b></p> <p align="center">Inondations de pied de versant</p> <p align="center">Inondations par petits cours d'eau de plaine</p>
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
	x			<p>Service spécialiste du risque : DDE - SEER</p> <p>les installations de chauffage, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés au-dessus de la hauteur de référence. Dans tous les cas, leurs dispositifs de coupure doivent être placés au-dessus de la hauteur de référence,</p> <p>- les installations d'assainissement doivent être réalisées de telle sorte que leur fonctionnement ne soit pas perturbé et qu'elles n'occasionnent et ne subissent de dommages en période de crues.</p> <p>Les aménagements et exploitations temporaires sont autorisés avec un premier niveau utilisable situé en dessous de la hauteur de référence, à condition que toutes les dispositions techniques soient prises pour que ces installations soient évacuées en cas de crue ou, lorsque cela ne sera pas possible, qu'ils ne soient pas entraînés et qu'ils ne subissent et n'occasionnent aucun dommage jusqu'au niveau de la crue de référence.</p> <p>Tous les produits, matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit placés au-dessus de la hauteur de référence,</li> <li>- soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,</li> <li>- soit arrimés de manière à ne pas être entraînés par les crues et stockés de manière à ne pas polluer les eaux ni subir de dégradations.</li> </ul>
			x	<p>- <b>en Bi*1 seulement</b>, la surélévation du premier niveau de plancher n'est pas imposée, mais recommandée, dans les zones définies au schéma directeur de la région grenobloise comme "Espaces urbains centraux" et "Espaces prioritaires du confortement urbain", à la condition que des mesures de réduction de la vulnérabilité du bâtiment (batardeaux par ex) soient proposées dans le permis de construire et mises en œuvre</p> <p>- parmi les mesures d'adaptation de la construction à la nature du risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforcement des structures du bâtiment (chaînage, etc...)</li> <li>- surélévation des équipements techniques, électriques, des produits dangereux, polluants ou flottants ...</li> <li>- prévention contre les dégâts des eaux</li> </ul>
x				<p><b>Dispositions concernant les axes d'écoulement accessoires :</b></p> <p>- Marge de recul des cours d'eau pour l'implantation des projets : 10 m par rapport à l'axe du lit du Ruisset :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. sans que, dans ce cas, la marge de recul comptée à partir du sommet des berges ne puisse descendre en-dessous de 4 m,</li> <li>. et avec respect d'une bande de 4 m (comptée à partir du sommet des berges) sans clôture fixe pour permettre l'entretien.</li> </ul> <p>- Marge de recul par rapport aux fossés, canaux et chantournes : voir article 8 du Titre I Dispositions générales</p>
x				

Prescriptions			Recommandations	<p align="center"><b>PROJETS NOUVEAUX - Chapitre I</b></p> <p align="center"><b>Inondations</b></p> <p align="center">Zones marécageuses</p>	
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles			
			Service spécialiste du risque : RTM		
			<b>RM (zone rouge)</b>		
x			<p><b>Construction : Interdit</b> (exceptions : voir dispositions réglementaires - Titre I)</p> <p><b>Affouillement et exhaussement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Interdit</b> sauf dans le cadre de travaux et aménagement de nature à réduire les risques ou dans le cadre d'infrastructures de desserte.</li> <li>- Etude d'incidence</li> </ul> <p><b>Camping caravanage : Interdit</b></p>		
x	x				
x					

Prescriptions			Recommandations	PROJETS NOUVEAUX - Chapitre II	
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		Crues des torrents et des rivières torrentielles	
				Service spécialiste du risque : RTM	
				RT (zone rouge)	
X				<p><b>Construction</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Interdit</b> (exceptions : voir dispositions réglementaires - Titre I) avec respect d'une marge de recul par rapport à l'axe du lit : <ul style="list-style-type: none"> <li>torrent la Voroize : 25 m</li> <li>torrent le Gorgeat : 15 m</li> <li>autres : 10 m</li> </ul> </li> <li>sans que la marge de recul comptée à partir du sommet des berges ne puisse descendre en dessous de 4 m et avec respect d'une bande de 4 m (comptée à partir du sommet des berges) sans clôture fixe pour permettre l'entretien</li> </ul>	
X	X			<p><b>Affouillement et exhaussement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Interdit</b> sauf dans le cadre de travaux et aménagement de nature à réduire les risques ou d'infrastructures de desserte.</li> <li>- Etude d'incidence (cf. fiche conseil 10)</li> </ul>	
X				<p><b>Camping caravanage : Interdit</b></p>	
				BT (zone violette inconstructible en l'état)	
X				<p><b>Construction</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Interdit en l'état</b> : nécessité d'une étude hydraulique d'ensemble et/ou de travaux de protection dépassant le cadre de la parcelle, relevant d'un maître d'ouvrage collectif (public ou privé) (exceptions : voir dispositions réglementaires - titre I)</li> </ul>	
X	X			<p><b>Affouillement et exhaussement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Interdit</b> sauf dans le cadre de travaux et aménagement de nature à réduire les risques ou d'infrastructures de desserte.</li> <li>- Etude d'incidence (cf. fiche conseil 10)</li> </ul>	
X				<p><b>Camping caravanage</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Interdit</b></li> </ul>	

Prescriptions			Recommandations	PROJETS NOUVEAUX - Chapitre III	
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		Ruissellement sur versant	
				Service spécialiste du risque : RTM	
				RV (zone rouge)	
x				<b>Construction</b> - <b>Interdit</b> (exceptions : voir dispositions réglementaires - Titre I) avec respect d'une marge de recul par rapport à l'axe des talwegs de 10 m	
x	x			<b>Exhaussement</b> - <b>Interdit</b> sauf dans le cadre de travaux et aménagements de nature à réduire les risques ou d'infrastructures de desserte. - Etude d'incidence (cf. fiche conseil 10)	
x				<b>Camping caravanage</b> - <b>Interdit</b>	
				Bv (zone bleue)	
x	x		x	<b>Construction</b> - <b>Autorisé</b> , si ERP : voir dispositions réglementaires titre I - Adaptation de la construction à la nature du risque, notamment : - protection des ouvertures - prévention contre les dégâts des eaux cf Fiches-conseils n° 0 et 1	
			x	- En cas de densification de l'habitat, tenir compte des modifications des écoulements des eaux superficielles	
			x	- Etude du parcours à moindres dommages	
x		x		<b>Camping caravanage</b> - <b>Autorisé</b> si mise hors d'eau - Prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation	

Prescriptions			Recommandations	PROJETS NOUVEAUX - Chapitre IV	
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		Mouvements de terrain Glissements de terrain	
				Service spécialiste du risque : RTM	
				RG (zone rouge, incluant une bande de 15 m depuis le pied de versant)	
X				<b>Construction</b> - <b>Interdit</b> (exceptions : voir dispositions réglementaires - Titre I)	
X	X			<b>Affouillement et exhaussement</b> - <b>Interdit</b> sauf dans le cadre de travaux et aménagements de nature à réduire les risques, ou d'infrastructures de desserte. - Etude géotechnique de stabilité de versant	
X				<b>Camping caravanage : Interdit</b>	
				BG (zone violette inconstructible en l'état)	
X				<b>Construction</b> - <b>Interdit en l'état</b> : nécessité d'une étude de stabilité de versant et/ou de travaux dépassant le cadre de la parcelle, relevant d'un maître d'ouvrage collectif (public ou privé) (exceptions : voir dispositions réglementaires - titre I)	
X	X			<b>Affouillement et exhaussement</b> - <b>Interdit</b> sauf dans le cadre de travaux et aménagements de nature à réduire les risques, ou d'infrastructures de desserte. - Etude géotechnique de stabilité de versant	
X				<b>Camping caravanage : Interdit</b>	
				Bg <sub>1</sub> (zone bleue)	
X	X		X	<b>Construction</b> - <b>Autorisé</b> , si ERP : voir dispositions réglementaires titre I - Maîtrise des rejets des eaux usées, pluviales, de drainage : dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux - Adaptation de la construction à la nature du terrain, - Etude géotechnique de sol (cf. fiche-conseils n° 4)	
	X		X	- Contrôle de l'étanchéité des réseaux (AEP inclus) et/ou des modalités de rejet dans les exutoires de surface - Remise en état des installations en cas de contrôle défectueux	
X			X	<b>Affouillement et exhaussement</b> - <b>Autorisé</b> sous réserve de ne pas aggraver le risque d'instabilité - Adaptation des travaux (remblais-déblais) à la nature du terrain - Etude géotechnique de stabilité de versant	

Prescriptions			Recommandations	PROJETS NOUVEAUX - Chapitre IV	
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		Mouvements de terrain Glissements de terrain	
				Service spécialiste du risque : RTM	
				Bg <sub>2</sub> (zone bleue)	
X	X			<p><b>Construction</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Autorisé</b>, si ERP : voir dispositions réglementaires titre I</li> <li>- Maîtrise des rejets des eaux usées, pluviales, de drainage : dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux</li> <li>- Adaptation de la construction à la nature du terrain, définie par une étude géotechnique de sol (cf. Fiche-conseils n° 4 étant précisé que les recommandations portées sur la fiche doivent être considérées comme des prescriptions)</li> </ul>	
	X			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrôle de l'étanchéité des réseaux (AEP inclus) et/ou des modalités de rejet dans les exutoires de surface</li> <li>- Remise en état des installations en cas de contrôle défectueux</li> </ul>	
X		X	X	<p><b>Affouillement et exhaussement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Autorisé</b> sous réserve de ne pas aggraver le risque d'instabilité</li> <li>- Adaptation des travaux (remblais-déblais) à la nature du terrain</li> <li>- Etude géotechnique de stabilité de versant</li> </ul>	

Prescriptions			Recommandations	PROJETS NOUVEAUX - Chapitre IV	
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		Mouvements de terrain Chutes de pierres et de blocs	
				Service spécialiste du risque : RTM	
				RP (zone rouge)	
x				<b>Construction</b> - <b>Interdit</b> (exceptions : voir dispositions réglementaires - Titre I)	
	x			<b>Stationnement (collectif ou privé) associé aux constructions</b> - <b>interdit</b> , sauf protection à positionner et dimensionner par une étude trajectographique préalable.	
x				<b>Camping caravanage</b> - <b>Interdit</b>	
				BP (zone violette)	
x	x			- en l'état, application des règles de la zone rouge RP	
x	x	x	x	- une fois les prescriptions définies à l'article 2.3. du Titre IV réalisées, application des règles de la zone bleue Bpo (bleue, pour les extensions de constructions)	
				Bpo (zone bleue pour les extensions de constructions)	
		x		Maintien en l'état des dispositifs de protection, filets pare-blocs, par le maître d'ouvrage collectif	
x				<b>Construction</b> - <b>Interdit</b> sauf : <ul style="list-style-type: none"> <li>● exceptions prévues aux dispositions réglementaires du titre I pour la zone rouge ;</li> </ul>	
x				<ul style="list-style-type: none"> <li>● extension limitée à 50 m<sup>2</sup> de surface hors oeuvre brute dans le cadre d'une amélioration des habitations et bâtiments existants en :</li> </ul>	
			x	- privilégiant les implantations d'extension se protégeant mutuellement avec l'existant et protégeant les zones de circulation ou de stationnement,	
	x			- adaptant la construction au risque résiduel avec notamment la protection ou le renforcement des façades exposées (y compris ouvertures), l'emplacement des accès et des ouvertures principales sur les façades non exposées (en cas d'impossibilité, les protéger)	
x				<b>Camping caravanage : Interdit</b>	



Prescriptions			Recommandations	<p align="center"><b>PROJETS NOUVEAUX - Chapitre IV</b></p> <p align="center"><b>Mouvements de terrain</b></p> <p align="center">Chutes de pierres et de blocs</p>
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				Service spécialiste du risque : RTM
				<b>Bp (zone bleue)</b>
	x		x	<p><b>Construction</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si ERP : voir dispositions réglementaires titre I</li> <li>- Privilégier les regroupements de bâtiments se protégeant mutuellement et protégeant les zones de circulation ou de stationnement</li> <li>- Adaptation de la construction à l'impact des blocs avec notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- protection ou renforcement des façades exposées (y compris ouvertures)</li> <li>- accès et ouvertures principales sur les façades non exposées ; en cas d'impossibilité, les protéger</li> </ul> </li> <li>- Etude de diagnostic de chutes de blocs (cf. Fiche-conseils n° 6)</li> </ul>
		x		<p><b>Stationnement (collectif ou privé) associé aux constructions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Autorisé</b>, avec protection à assurer contre l'impact des blocs</li> </ul>
x				<p><b>Camping caravanage</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Interdit</b></li> </ul>

Prescriptions			Recommandations	<b>PROJETS NOUVEAUX - Chapitre IV</b> <b>Mouvements de terrain</b> Suffosion
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				Service spécialiste du risque : RTM
				<b>Bf (zone bleue) suffosion</b>
	X		X	<b>Construction</b> - <b>Autorisé</b> , en se prémunissant contre les tassements différentiels - Etude géotechnique de sol et étude des structures du bâtiment

Prescriptions			Recommandations	<b>PROJETS NOUVEAUX - Chapitre V</b> <b>Séismes</b>
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				Service spécialiste du risque : DDE
	X			<b>Sur toute la commune, classée en zone de sismicité : Faible- 1 b</b>  Règles parasismiques en vigueur : - construction et installations à "risque normal" : arrêté du 29 mai 1997 - construction et installations à "risque spécial" : arrêté du 10 mai 1993 - ponts à "risque normal" : arrêté du 15 septembre 1995
	X			
	X			

### **TITRE III - MESURES SUR LES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS**

Les quatre premières colonnes des tableaux des pages suivantes indiquent si les travaux ou les dispositifs demandés sont :

- des prescriptions d'urbanisme
- des prescriptions de construction
- des prescriptions de gestion de l'espace ou d'autres prescriptions
- des recommandations

Prescriptions			Recommandations	<b>EXISTANT - Chapitre I</b>	
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		<b>Zones inondables</b> Inondations de pied de versant Inondations par petits cours d'eau de plaine	
				Service spécialiste du risque : DDE	
				<p><b>1 Dispositions particulières pour les biens et activités existant en zone rouge RI' et en zones bleues</b></p> <p>Les travaux ou dispositifs de protection suivants sont recommandés :</p> <p>x - Création d'un niveau refuge au-dessus de la hauteur de référence ou d'une ouverture sur le toit,</p> <p>x - Installation au-dessus de la hauteur de référence de tous les appareillages fixes sensibles à l'eau, et de tous les dispositifs de commande des réseaux électriques et techniques,</p> <p>Dans le cas où ils s'avéreraient nécessaires et efficaces, pour réduire la vulnérabilité, les travaux ou dispositifs de protection suivants sont recommandés :</p> <p>x - mise à l'abri d'une entrée des eaux, par des dispositifs d'étanchéité (qui, par étanchéité ou à défaut par filtration, diminuent sensiblement les dommages), des ouvertures de bâtiments telles que portes, baies, soupiroux, orifices, conduits, situées sous la hauteur de référence,</p> <p>x - en complément à ces obturations, et chaque fois que cela s'avère nécessaire mise en place de pompes d'épuisement d'un débit suffisant permettant l'évacuation des eaux d'infiltration,</p> <p>x - étanchéité ou tout au moins isolation par vannages de tous les réseaux techniques d'assainissement et d'eau potable,</p> <p>x - les matériels et matériaux employés pour les locaux et installations situés sous la hauteur de référence devront être de nature à résister aux dégradations par l'action de l'eau.</p> <p>Le choix des travaux relève de la responsabilité du maître d'ouvrage, qui peut prendre conseil auprès du maître d'oeuvre et des professionnels compétents.</p> <p>Cependant, chaque fois que le maître d'ouvrage décidera de procéder à des travaux, se rapportant aux locaux, installations, réseaux et dispositifs de commande et de protection situés sous la hauteur de référence, y compris ceux qui ne sont pas motivés par le risque inondation, il devra se conformer aux mesures ci-dessus.</p> <p>x - Tous les produits, matériels, matériaux, cheptels, récoltes, mobilier et équipements extérieurs des espaces publics ou privés, doivent être :  - soit placés au-dessus de la cote de référence,  - soit déplacés hors de portée des eaux lors des crues,  - soit arrimés de manière à ne pas être entraînés par les crues et stockés de manière à ne pas polluer les eaux ni subir de dégradations.</p>	

Prescriptions			Recommandations	<p style="text-align: center;"><b>EXISTANT - Chapitre II</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Séismes</b></p>
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
			x	<p>Service spécialiste du risque : DDE</p> <p><b>1 Sont recommandées les mesures suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La vérification et le renforcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des ouvrages en porte à faux du type balcons ou terrasses.</li> <li>- des ancrages, dans des éléments rigides, des superstructures comme les souches de cheminées ou de ventilation.</li> <li>- des fixations, du type de celles, avec le support de couverture, des tuiles en saillie.</li> </ul> </li> </ul>

## TITRE IV - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

### CHAPITRE I - MESURES DE PREVENTION

#### Article 1-1 - Information des citoyens

1.1.1. Le décret 90-918 du 11 octobre 1990, modifié par le décret 2004-554 du 9 juin 2004, précise les modalités obligatoires d'information que le public est en droit d'attendre, dans le domaine des risques majeurs, en application de l'article L 125-2 du code de l'environnement.

- le DDRM : le dossier départemental des risques majeurs, visé à l'article 3 du décret, a été élaboré par le Préfet de l'Isère en mai 1995.

Il a été adressé à toutes les communes qui sont tenues de le faire connaître et de le mettre à disposition du public. Il en sera de même de toutes les révisions éventuelles

le DCS de la commune a été notifié par le Préfet le 22 juin 2001.

Il doit être tenu à la disposition du public en mairie et en Préfecture.

le DICRIM : les informations transmises par le Préfet doivent être reprises dans le document d'information communal sur les risques majeurs que le maire est chargé de mettre en œuvre dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du présent PPR. Il doit informer le public de l'existence de ce document par avis affiché à mairie.

1.1.2. L'article L125-2 du code de l'environnement, issu de la loi 2003-699 du 30 juillet 2003, fait obligation aux maires des communes, sur le territoire desquelles a été prescrit ou approuvé un PPR, d'informer la population au moins une fois tous les 2 ans, par tous moyens appropriés, sur les caractéristiques du ou des risques naturels connus dans la commune, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les dispositions du plan, les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la commune pour gérer le risque, ainsi que sur les garanties prévues à l'article 125-1 du code des assurances.

#### Article 1-2 – Information des acquéreurs et locataires

Le décret 2005-134 du 15 février 2005 qui précise l'article L 125-5 du code de l'environnement fait obligation au Préfet de fournir aux maires des communes sur le territoire desquelles a été prescrit ou approuvé un PPR, la connaissance en matière de risques naturels et technologiques, afin que ceux-ci puissent tenir ces informations à disposition des vendeurs et bailleurs de biens immobiliers.

Ces informations ont été notifiées aux communes concernées début 2006. Elles seront régulièrement mises à jour par des arrêtés préfectoraux complémentaires.

#### Article 1-3 – Actions visant à améliorer la connaissance du risque et en conserver la mémoire

Le décret 2005-233 du 14 mars 2005 stipule que des repères de crues doivent être installés par les maires, notamment dans les espaces et édifices publics.

Le recensement des repères existants sera effectué dans chaque commune dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du présent PPR.

A l'issue de nouvelles inondations, le maire doit mettre en place les repères de crues conformément au décret susvisé et procédera à l'information prévue à l'arrêté du 14 mars 2005.

Ces informations doivent être retranscrites dans les DICRIM.

#### **Article 1-4 – Etudes, suivi, contrôles**

Afin que la commune dispose de tous les éléments d'information nécessaires pour lui permettre d'intervenir préventivement à bon escient, en particulier pour l'entretien des ouvrages, lui sont préconisées les actions suivantes :

- **études spécifiques** suivantes :

- étude hydraulique de la Voroize et du Gorgeat
- étude sur l'aménagement du ravin de la Roche

- **suivi régulier, périodique**, au minimum annuel et après chaque évènement

- ø des équipements de protection (en particulier ceux relevant d'une maîtrise d'ouvrage communale), notamment les filets pare blocs du Grand Chatelard et de la Cordée,
- ø dans les secteurs concernés par des glissements de terrain, connus ou potentiels, du bon état des réseaux – eau potable, eaux usées, eaux pluviales – (étanchéité en particulier. Au cas où aurait été autorisée l'infiltration dans le sous-sol des eaux pluviales et/ou des eaux usées, contrôle de la réalisation puis du bon fonctionnement du dispositif de répartition des effluents),
- ø des torrents et ruisseaux, ainsi que des réseaux de fossés et de drainage,
- ø des phénomènes naturels suivants : crues torrentielles et chutes de blocs

#### **Article 1-5 – Gestion des eaux**

La plupart des aménagements, s'ils ne sont pas conçus et réalisés avec les précautions nécessaires, sont susceptibles d'entraîner des perturbations marquées dans le régime des écoulements, qu'ils soient superficiels ou souterrains, et donc de créer ou d'aggraver les risques pour l'aval. Le but est donc de faire en sorte que, quels que soient les aménagements autorisés ou non, les modifications apportées aux écoulements tant de surface que souterrains soient supportables pour les activités, urbanisations, équipements, etc... existants non seulement sur la commune, mais encore sur les communes voisines, et ce pour le long terme.

Les actions suivantes sont préconisées à la commune dans le cadre de l'établissement de son zonage d'assainissement :

- délimitation des zones relevant de **l'assainissement non collectif** avec prise en compte des études de filières, de la possibilité ou non d'infiltrer les effluents, sans provoquer de glissements, dans les secteurs définis comme potentiellement sensibles,

- élaboration d'un volet spécifique à **l'assainissement pluvial** et au **ruissellement de surface urbain**, avec prise en compte

\* en cas de recours à l'infiltration, de l'impact de celle-ci sur la stabilité des sols, notamment dans les secteurs définis comme potentiellement sensibles aux glissements de terrain,

\* en cas de rejet dans un émissaire superficiel, de l'impact sur les pointes et volumes de crues (inondations et transport solide par érosion).

Par ailleurs, il est rappelé **l'obligation d'entretien faite aux riverains**, définie à l'article L 125-14 du Code de l'Environnement :

« Sans préjudice des articles 556 et 557 du code civil et des dispositions des chapitres Ier, II, IV, VI et VII du présent titre (eaux et milieux aquatiques), le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques »

#### **Article 1-6 – Mesures particulières**

Néant

## **CHAPITRE 2 – MESURES DE PROTECTION COLLECTIVES**

Nota : Les mesures de protection individuelles sont traitées, pour les projets nouveaux et les biens existants, dans le corps du règlement, en fonction de la nature du risque et de la zone réglementaire.

#### **Article 2-1 – Mesures obligatoires de protection :**

Néant

#### **Article 2-2 – Sont recommandées les mesures suivantes**

Dans le cas d'urbanisation en pied de versant, pour assurer la pérennité des peuplements forestiers, les accès à la forêt devront être maintenus, voire améliorés, compte tenu de la vulnérabilité potentielle des habitations à une déstabilisation des terrains situés en amont, à une chute d'arbres ou à l'incendie.

Sont par ailleurs recommandées :

- la construction d'écrans pare blocs aux lieux-dits le Béryl, les Jayères,
- une réflexion sur la protection des divers bâtiments et infrastructures dans la plaine des Cordées,
- l'étude d'un parcours à moindres dommages du ravin de la Roche (dans la traversée du Bourg).

#### **Article 2-3 – Mesures relatives aux zones violettes :**

Nécessité d'études d'ensemble pour les zones BI', BT et BG, puis révision du PPR avant ouverture de ces zones à l'urbanisation ;

Pour les zones BP :

- zone violette du BERYL (partie amont du lotissement du Belvédère) : réalisation d'un écran pare-blocs de classe 3 sur un linéaire d'environ 200 m par un maître d'ouvrage collectif public ou privé ;
- zone violette des JAYERES : réalisation d'un écran pare-blocs de classe 3 sur un linéaire d'environ 120 m par un maître d'ouvrage collectif public ou privé.



## **CHAPITRE 3 – MESURES DE SAUVEGARDE**

### **Article 3-1 – L’affichage des consignes de sécurité**

L’affichage des consignes de sécurité figurant dans le DICRIM devra être réalisé dans un délai de un an suivant la publication du DICRIM, dans les bâtiments visés à l’article 6 du décret 90-918 du 11 octobre 1990, modifié par le décret 2004-554 du 9 juin 2004.

Cet affichage concerne :

- les ERP recevant plus de 50 personnes,
- les bâtiments d’activités industrielles, commerciales agricoles ou de service dont l’occupation est supérieure à 50 personnes,
- les terrains de camping et de caravaning dont la capacité est supérieure à soit 50 campeurs sous tente, soit à 15 tentes ou caravanes à la fois,
- les locaux d’habitation de plus de 15 logements.

### **Article 3-2 – Le plan communal de sauvegarde**

La loi 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile impose entre autres aux maires des communes dotées d’un PPR approuvé ou comprises dans le champ d’application d’un PPI, la réalisation d’un plan communal de sauvegarde (PCS) dans le délai de 2 ans.

La commune est par ailleurs comprise dans le PPI des barrages du Chambon, de Grand-Maison, du Sautet, du Monteynard, de Notre-Dame de Commiers, de Roseland, et de Tignes.

(voir fiche sur le PCS en annexe)

### **Article 3-3 – Code d’alerte national et obligations d’information**

En application de la loi 2004-811 du 13 août 2004 portant modernisation de la protection civile, le décret 2005-1269 du 12 octobre 2005 définit les mesures destinées à alerter et informer la population, en toutes circonstances, soit d’une menace d’une agression et détermine les obligations auxquelles sont assujettis les services de radio et de télévision.

Il impose aussi aux détenteurs de dispositifs d’alerte de s’assurer de leur bon fonctionnement, notamment par des inspections et essais périodiques.

### **Article 3-4 - Autres prescriptions**

Néant

### **Article 3-5 - Communes concernées par le Service de Prévision des Crues**

Un service de prévision des crues a été mis en place notamment pour la rivière Isère. Un service de vigilance crues, basé sur les mêmes principes que la vigilance météorologique de Météo France est mis en service et est accessible à : [www.vigicrues.ecologie.gouv.fr](http://www.vigicrues.ecologie.gouv.fr)